



**La gauche n'a plus droit à l'erreur**, Michel Rocard et Pierre Larroustou, Flammarion, 368 pages, 19 euros.  
**Voyage au bout d'une nuit monétaire**, Bruno Colmant, Académie royale de Belgique, 102 pages, 5 euros.  
**Splendeurs et misères du libéralisme**, Michel Santi, L'Harmattan, 174 pages, 18 euros.

## Une autre BCE est possible

**A**CCUSÉS, LEVEZ-VOUS. Après les financiers et les économistes, c'est au tour des banquiers centraux de se faire attaquer par quelques plumes bien trempées. Dans *La gauche n'a plus droit à l'erreur*, Michel Rocard et Pierre Larroustou suggèrent aux sages de la Banque centrale européenne un changement de cap radical. Ils invitent la BCE à court-circuiter les banques privées pour financer les dettes publiques.

L'institution, disent-ils, peut fournir des euros à 1 % à la Banque européenne d'investissement ou à la Caisse des dépôts, qui, à leur tour, prêteront aux Etats endettés à un taux de 1,1 %. Point n'est besoin de modifier les traités européens pour mettre en place cette idée. L'astuce financière changerait radicalement la situation de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal. Au passage, elle ferait même gagner chaque année plus de 10 milliards d'euros à la France et à l'Allemagne !

Dans son ouvrage lumineux sur les splendeurs et – surtout – les misères du libéralisme, l'économiste Michel Santi invite lui aussi la BCE à passer la surmultipliée.

« Si la banque centrale est absente des radars, un pays ne dispose d'aucune autre source de liquidités que celles fournies par les marchés, lesquels lui feront chèrement payer. »

Aujourd'hui, les Etats émettent des obligations sur les marchés, alors qu'ils pourraient disposer des mêmes liquidités en priant leur banque centrale de créditer leurs comptes et ceux de leurs prestataires de services. L'économie mondiale marche sur la tête, constate l'auteur. La

celle de la classe moyenne a fondu de 39 % ! « Au lieu d'inscrire la rigueur budgétaire dans la Constitution, ne devrait-on pas plutôt inscrire le droit au travail et au logement pour tous ? » demande Michel Santi.

« Il faut inventer un nouveau keynésianisme et accepter une monétisation des dettes publiques », renchérit Bruno Colmant dans un essai percutant et bien écrit intitulé *Voyage au bout d'une nuit monétaire*. Et qu'importe si cela relance l'inflation ! L'euro est devenu un piège d'inflexibilité dont on ne sortira que par une politique plus laxiste, affirme même cet ancien banquier (Groupe ING) pour le moins courageux.

Ce constat établi, reste maintenant à convaincre les banquiers centraux de changer leur fusil d'épaule. Travail difficile. « Nos responsables monétaires n'ont que du mépris pour les théories économiques non orthodoxes, qu'ils ne peuvent pas mettre facilement en équation », prévient Michel Santi. Mais l'enjeu, pour l'Europe, est monumental. « Si rien n'est fait, la prochaine décennie aura l'aridité stérile et l'infécondité économique d'une terre brûlée », assène Bruno Colmant. © SÉBASTIEN JULIAN

**\* « Il faut accepter une monétisation des dettes publiques. »**

Bruno Colmant, dans « Voyage au bout d'une nuit monétaire »

rigueur budgétaire a été érigée en dogme. Or elle empêche ceux qui dépendent vraiment, c'est-à-dire les classes moyennes et les plus pauvres, de prospérer. A l'inverse, la classe aisée est relativement épargnée, en Europe comme aux Etats-Unis. Outre-Atlantique, les plus riches – le 1 % qui détient 42 % de la richesse nationale – ont augmenté leur fortune de 2 % entre 2008 et 2011, alors que